

INTRODUCTION JEAN CLAUDE TUFFERI
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 8 JUIN 2011

Cher(e) Camarade,

Lors de notre dernier C.A., Didier, dans son introduction nous avait brossé un tableau relativement exhaustif de la situation économique, sociale et politique en France, en Europe et dans le monde, ce qui me permet aujourd'hui de ne pas y revenir, car depuis avril peu de choses ont évolué sur le fond.

Cependant, les forces du capital continuent leur offensive contre les Peuples et les forces du travail pour imposer une politique au service des puissants au détriment des besoins et attentes des peuples.

Le FMI, la Banque Mondiale et la Banque Centrale Européenne, malgré la résistance des populations dans un nombre toujours plus important de pays ne désarment pas pour imposer aux populations des politiques d'austérité qui ne règlent en rien les effets de la crise que subissent de plein fouet les salariés : baisse du pouvoir d'achat, aggravation du chômage, précarité galopante, recul de l'âge de la retraite...

En Europe, le couple Merkel/Sarkozy met tout en œuvre pour imposer son pacte Europlus qui, au-delà des mêmes effets négatifs pour le monde du travail, aura pour conséquence de réduire le poids de la représentativité nationale pour ses choix économiques et budgétaires.

En faisant de la baisse des déficits l'Alpha et l'Oméga de leur politique, la Commission Européenne, la BCE et les gouvernements font fi de la situation dramatique des salariés et de leur famille, des jeunes, des privés d'emploi et des retraités. Un seul objectif, faire payer la crise à ceux qui en sont déjà les premières victimes et qui n'en portent aucune responsabilité.

Un tableau bien noir mais c'est sans compter sur la mobilisation des Hommes et des Femmes qui refusent d'être les victimes expiatoires des tenants du capital. En Grèce, en Espagne et ailleurs les luttes sont là et elles se développent.

La mobilisation ne porte pas que sur la défense des acquis, elle porte également la question d'une autre politique pour changer véritablement et sur le fond les choix faits par les gouvernements actuels.

Au cœur de ces actions, est présente la question du pouvoir d'achat et de l'emploi pour relancer la consommation et donc la production, pour une croissance qui s'appuie sur la réponse aux aspirations du plus grand nombre.

Contester l'austérité, la rigueur c'est poser aussi avec force la question d'une autre politique, c'est un choix de société où l'économique se doit d'être au service du social.

Lors de son congrès de mai, la CES a proposé une mobilisation large en Europe pour traduire les luttes nationales en convergences d'action au niveau de tout le continent. Elle propose de faire du 21 juin une grande journée d'action dans chaque pays. Il faut tendre à une traduction forte de cet appel en France, en s'appuyant sur les luttes existantes. L'objectif étant de construire la mobilisation la plus unitaire possible pour permettre l'engagement du plus grand nombre de salariés.

Nous ne partons pas de rien pour réussir une telle initiative, car même si elles ne sont pas toujours à caractère national, les luttes existent dans nombre d'entreprises et notamment autour des questions salariales.

La mobilisation des Fonctions Publiques le 31 mai, portant sur les salaires et l'emploi, est aussi un point d'appui pour la réussite du 21 juin, d'autant, que ces actions de fonctionnaires se développent dans d'autres pays européens.

Alors oui, nous faisons nôtre le mot d'ordre de la CES « Gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer ».

Gouvernement et patronat mettront tout en œuvre en France et en Europe pour affaiblir les mobilisations en parlant de sortie de crise et d'amélioration de l'emploi. Il y a sur ce dernier sujet « tromperie sur la marchandise ».

Avec l'annonce de la « baisse » du chômage de 0,4 % en Avril 2011 c'est l'arbre qui cache la forêt. En effet c'est :

- + 20,8% sur une année pour le chômage de longue durée
- + 0,9 % en un mois soit 6.000 personnes pour les chômeurs catégorie B ayant exercé une activité réduite de 78h donc des emplois très précaires.
- Et que dire de la multiplication des embauches à durée déterminée qui se généralise avec des contrats de travail de plus en plus courts (9 jours en moyenne en 2010).

C'est l'emploi en miettes, c'est des miettes d'emplois. Et je ne vous parle pas ici des 48000 radiations à Pôle Emploi qui sont en permanence passées sous silence. Au moment où nombre de nos concitoyens s'appauvrissent, le gouvernement réduit la pression fiscale sur les plus riches. L'abandon du bouclier fiscal et concomitamment l'allégement de l'impôt sur la fortune, c'est un gain de 1,5 milliard d'euros pour les familles les plus riches, c'est un manque à gagner pour les finances publiques.

Oui, les raisons d'agir sont là et la CGT lors de sa dernière Commission Exécutive s'inscrit pleinement dans cette perspective de mobilisation tout en proposant face à cette situation de réactualiser ses repères revendicatifs, actualisation à laquelle nous avons modestement participé.

Pour ce qui nous concerne, le meilleur moyen de faire face à la dégradation de la situation économique et sociale c'est la mise en œuvre des 3 résolutions adoptées à Ramatuelle, c'est l'engagement de réaliser pleinement le plan de travail adopté par notre CA de Janvier.

Dans notre action pour le droit aux vacances, ne nous laissons pas abuser par les sirènes de la désinformation qui nous annoncent une année faste pour 2011. Les chiffres sont là pour prouver, que, ce à quoi nous assistons est un simple transfert de destination lié à la situation géopolitique notamment aux événements qui secouent le monde Arabo-Musulman.

Beaucoup de nos concitoyens qui choisissent ces destinations ont décidé de passer leurs vacances en France, mais pour autant le nombre de départs lui ne bouge pas, il est même en fort recul. C'est toujours selon Protourisme 53 % des Français qui ne partiront pas, 3 millions de plus entre 2010 et 2011.

Notre bataille pour le droit aux vacances est bien pleinement liée à la démarche revendicative de la CGT pour plus d'emplois, plus de pouvoir d'achat, conditions pour avoir accès au départ en vacances. Etre un outil de la CGT nous permet de conjuguer mobilisation, actions et propositions, c'est tout le sens de notre plan de travail.

Concrètement, où en sommes-nous ? Quels sont les obstacles, les avancées ? Où devons-nous plus porter nos efforts ?

Aujourd'hui se tient une rencontre à l'initiative du collectif Elus et Mandatés issu du 49^{ème} Congrès où 100 camarades représentant un large panel de réalités diverses (grandes et petites entreprises, secteur privé, secteur public...) porteurs de mandat territoriaux et nationaux. Ils sont appelés, à partir d'un état des lieux à lancer des pistes de réflexion et ouvrir des perspectives sur leur place et rôle au sein de l'entreprise et au cœur de la démarche revendicative CGT.

Cette rencontre devrait avoir pour nous des retombées positives, elle répond à une demande déjà exprimée le 4 juin 2009 lors de la rencontre que nous avons nous-mêmes organisée dans le Patio à Montreuil.

Un des objectifs du Collectif et je cite Jérôme Marcel, Secrétaire de l'UD de la Haute Marne l'un des animateurs : « *travailler avec le secteur Formation Syndicale, l'un de nos impératifs est de s'adapter à l'évolution du salariat. Ainsi nous réfléchissons à l'organisation de formations courtes car la société a changé* ». Il conclut : « *nos formations peuvent s'avérer aussi obsolètes dans le contenu, ne serait-ce que par rapport à la loi d'Août 2008.* »

Si l'action du Collectif peut avancer sur cette question de la formation, nous avons tout intérêt à y prendre toute notre place, car pour ce qui nous concerne et vous l'avez en permanence souligné, il est difficile de nous faire entendre auprès du secteur formation syndicale.

Il est important pour nous, et chacun d'entre vous dans son organisation doit y contribuer, de souligner la nécessité de donner aux Elus et Mandatés les moyens de leur action, de faire qu'ils soient en capacité de conjuguer en permanence rôle économique des institutions représentatives du personnel avec activités sociales et culturelles portées par la CGT pour répondre aux besoins des salariés.

Avec un renouvellement important et rapide des Elus et Mandatés, et l'arrivée de jeunes militants, il y a besoin de transmettre les savoirs et savoir-faire de l'organisation pour toujours plus d'efficacité.

Rien n'est jamais acquis d'avance. C'est pourquoi à notre niveau nous devons prendre notre place dans cette réflexion confédérale. D'autant que le collectif précise qu'il n'aura pas pour objectif de discuter du rôle d'un Délégué du Personnel, d'un Délégué Syndical ou d'un Elu C.E., mais bien de son implication au niveau revendicatif. Il me semble, mais chacun peut avoir son avis, que c'est exactement la démarche initiée lors de nos dernières Assemblées Générales.

Nous avons proposé aux animateurs du Collectif de trinquer autour d'un apéritif commun et cela afin de montrer tout l'intérêt que nous portons à cette démarche initiée autour des Elus et Mandatés.

Autre acte significatif pour avancer concrètement dans l'objectif de faire du droit aux vacances, aux loisirs, aux sports et de l'accès à la culture pour tous une réalité, la tenue du premier collectif sur l'harmonisation de la Carte Loisirs le 17 mai 2011.

Aujourd'hui la réflexion est engagée. Il nous faut maintenant créer les conditions d'aboutir dans des délais raisonnables. Savoir ensemble lever les obstacles pour se donner les moyens d'élargir notre intervention dans les territoires et donner à notre démarche d'adhésion, dans la proximité, la plus grande clarté.

Harmoniser pas seulement le prix, mais aussi son contenu afin que la Carte Loisirs réponde aux attentes des C.E., COS et CASC et qu'elle réponde toujours mieux aux besoins des salariés.

Cela est de la responsabilité de tout le C.A. et pas seulement du mouvement associatif. Peut-être Marc ou les camarades du collectif nous en diront plus.

Mieux répondre aux aspirations des salariés, c'est aussi être en capacité d'élargir l'offre patrimoine en termes de destinations, de variété d'hébergements et de prix adaptés à toutes les situations. C'est pourquoi, malgré un contexte difficile pour les CE, COS, et CASC nous ne lâchons pas sur l'amélioration et l'élargissement de notre patrimoine.

St Ouen, St Georges de Didonne, Courchevel, Le Yotel,... autant de perspectives qu'il nous faudra ensemble concrétiser. Un patrimoine plus large, mieux adapté c'est créer une dynamique, autour de notre pôle, dans une conjoncture économique difficile, c'est montrer que le tourisme social a toute sa place, qu'il joue un véritable rôle d'intérêt public.

Là aussi les camarades chargés de ces dossiers nous donneront certainement plus d'informations, mais également sur la situation des Sociétés Civiles gérées aujourd'hui par Touristra.

Mouvement associatif, Patrimoine mais aussi Actions de Solidarité se conjuguent dans une même démarche. Saluons ici la réussite des deux journées au Parc Astérix initiées par ENPARTANCE mais auxquelles se sont associés nos camarades de plusieurs régions (voir document dans votre chemise). 18.000 personnes ayant bénéficié d'une journée dans ce Parc de Loisirs cela ne remplacera certes pas les vacances, mais quel bonheur de voir des familles heureuses et des enfants émerveillés.

Dans le même temps, c'est le moyen de sensibiliser les participants à l'action pour le droit aux vacances, et demain d'interpeller les politiques.

Dans le même objectif c'est la mise en place, certes pas aussi rapidement que nous l'aurions souhaité, de l'initiative « 1000 familles en vacances ». Nous enregistrons déjà un certain nombre d'engagements mais beaucoup reste à faire pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés.

Certes, le Secours Populaire et nous-mêmes savions que cette première année serait un peu compliquée. Pour autant nous pouvons annoncer des premiers chiffres et nous devons poursuivre nos efforts pour que 2012 soit véritablement l'année des 1000 familles.

Julien LAUPRETRE et Gilles PINATO présenteront tout à l'heure les enjeux que représente un tel partenariat entre notre Pôle, la CGT et le Secours Populaire Français. La Présidence sera assurée par Bernard THIBAUT.

D'autres temps forts de notre activité sont à souligner : les échanges Vivats-Enpartance pour faire découvrir la mer et la Région capitale, l'initiative Montagne Solidaire les 26 et 27 juin en Rhône Alpes, et le 2 octobre la grande journée nationale de solidarité au Zoo de Beauval.

Je le disais plus haut, toutes ces initiatives, comme le développement de notre patrimoine, sont autant de points d'appui pour interpeller les Pouvoirs Publics (Gouvernement, Régions, Départements...). Ils nous permettent de faire la démonstration de notre utilité et le rôle que joue le Tourisme Social dans l'action pour le droit aux vacances, à la culture, aux loisirs et aux sports.

Dans un certain nombre de Régions, les choses bougent. C'est le cas en Rhône Alpes, en Charente Poitou, en Midi Pyrénées et Languedoc Roussillon.... La liste n'est bien sûr pas limitative et chacun aura, je n'en doute pas, à cœur de nous faire part de son expérience.

Le Tourisme Social au-delà de ces revendications qui lui sont propres, pose avec force la question de choix de société. C'est pourquoi nous proposons en cette période, d'interpeller, dès qu'ils seront désignés, les candidats de Gauche à la Présidentielle, mais aussi leur parti politique, afin qu'ils s'engagent concrètement sur cette question. Le droit aux vacances, comme la place qu'occupe l'éducation populaire dans notre démarche, sont des conquêtes du mouvement ouvrier, de ses luttes traduites par des gouvernements de gauche dans les conditions de ce rapport de force.

En 2012 si nous voulons que soient prises en compte nos demandes, il faudra agir car les seules promesses des candidats ne suffisent pas à faire une politique de progrès social. Dans cette campagne, la CGT s'exprimera sur la base de ses repères revendicatifs, l'ANCAV-TT son outil ne pouvait être absent de ce débat.

Tout n'est pas dit dans ce rapport mais la discussion pourra élargir le débat à d'autres sujets que j'aurai omis dans cette présentation.

Je vous laisse donc la parole.